

C H A P I T R E I I I

LES ANALYSES DE LA MONTEE ET DE LA PLACE DES SERVICES

3.1. INTRODUCTION

3.2. LA SOCIETE POST-INDUSTRIELLE

3.3. LA SOCIETE INFORMATIONNELLE

3.3.1. La théorie de M. Porat

3.3.2. Le modèle de Voge : le problème de la productivité
globale

3.3.3. Problèmes et limites de la théorie

3.4. LA THEORIE DU SELF-SERVICE

3.5. LA THEORIE DE LA CROISSANCE LENTE

3.5.1. La désindustrialisation

3.5.2. Un mode d'accumulation basée sur les services

3.5.3. Intérêt et problèmes de cette analyse

3.6. CONCLUSION

CHAPITRE III

LES ANALYSES DE LA MONTEE ET DE LA PLACE DES SERVICES

3.1. INTRODUCTION

C'est dans la période de crise économique des années 29 que la réflexion économique s'est préoccupée de la montée des services dans l'activité économique (Fischer 35). Quelque soit l'indicateur économique retenu et quelque soit la difficulté de mesure dans certains types de services, le fait de la montée du tertiaire s'impose. Les tableaux statistiques reproduits à la fin de ce document (Tableaux 1 et 2) donnent quelques éléments d'information dans le cadre des mesures de la comptabilité nationale. Si l'on juge la place des services à partir du poids que prend leur valeur ajoutée dans la valeur ajoutée totale, on constate qu'ils représentent en France près de 60 % de cette valeur ajoutée, l'ensemble des services marchands représentant quant à lui près de 46% (Tableau 1). Ce poids atteint 66% pour l'économie américaine. Le phénomène du poids dans la valeur ajoutée peut être contesté comme mesure adéquate de la place des services, si ce phénomène en valeur courante ne reflète pas un phénomène de volume d'activité. Nous avons dans les deux chapitres précédents évoqué la difficulté qu'il y a parfois à définir une unité de service, permettant ainsi de mesurer sans ambiguïté le prix de cette unité. Sur la base des indicateurs tirés de la comptabilité nationale et notamment la constitution d'une série de prix, il n'apparaît pas exact de dire que le poids des services dans la valeur ajoutée totale ne tient qu'à l'évolution des prix des services relativement à l'évolution des prix des autres activités. Sur la base de prix de 1970, l'indice d'évolution du volume de la valeur ajoutée des services marchands est de 1970 à 1984 supérieur à l'indice moyen pour certaines activités de services (services aux particuliers, services aux entreprises, télécommunications), l'écart est tout à fait significatif. Par contre d'autres sous-ensembles classés dans le tertiaire ont des indices

d'évolution beaucoup plus faible (Tableau 2).

Dans la période de crise économique actuelle, les services en terme d'évolution apparaissent pour le moment avoir mieux résisté que l'industrie (Tableau 4), le phénomène n'étant pas propre à l'économie française, puisqu'on le retrouve aussi pour l'économie américaine (Tableau 6).

Mais c'est surtout en matière d'emplois que la place des services apparaît avoir de l'importance. Cette place des services en matière d'emplois peut être appréciée à partir de plusieurs points de vue. On peut tout d'abord apprécier l'ensemble des actifs qui travaillent dans la branche des services. Le poids des services est alors de l'ordre de 61% en 1984 (Tableau 8), ce poids est légèrement supérieur si on ne considère que les actifs salariés (64%, tableau 9). Aux USA la seule branche des services privés offrent en 1983 autant d'emplois que l'ensemble de l'industrie américaine.

L'importance des services peut aussi s'apprécier en termes de métiers. Il ne s'agit plus alors de savoir où les actifs travaillent, mais quels métiers ils exercent. Il est sans doute aussi délicat de définir des métiers du tertiaire que de définir les activités du tertiaire. A partir du recensement de 1982, ce serait environ 55,4% des actifs qui auraient un métier de type tertiaire (43,4 pour les hommes, 73% pour les femmes). En utilisant la ventilation entre emplois ou métiers de la production et emplois ou métiers de services, utilisée par les enquêtes structure d'emplois auprès des établissements des secteurs privés et semi-publics de plus de 10 salariés, les métiers de production représenteraient 54,8 % des emplois et les métiers de services 45,2 % en 1983 (respectivement 66% et 34% en 1969) (Tableau 2) Ce sont des résultats similaires que donnent les travaux du Cereq (notamment Fl.Audier 79).

Cette montée du tertiaire, incontestable, même si son évaluation

peut être discutée, interroge l'analyse économique. Nous chercherons dans ce chapitre à rappeler les principaux schémas d'explication qui existent, ces schémas ayant de plus comme caractéristiques de chercher à entrevoir l'avenir des économies. Nous rappellerons brièvement la thèse de la tertiarisation de l'économie, ou encore de la société post-industrielle. Puis nous développerons la thèse de la société informationnelle avant de présenter l'analyse de Gershuny sur la société du self-service. Enfin nous concentrerons notre attention sur l'analyse de la croissance ralentie, comme nouveau mode d'accumulation. L'ensemble de ces analyses peut avoir de nombreuses ramifications, nous les avons choisies essentiellement parcequ'elles nous paraissent assez représentatives des différents courants d'explication.

3.2.LA SOCIETE POST-INDUSTRIELLE

Le premier schéma explicatif de la montée du tertiaire est dû, comme le rappelle P.Petit (86), à A.G.Fisher (35) ; cette explication a été reprise ensuite par C. Clark (40) dans la théorie de l'évolution économique en trois secteurs : primaire, secondaire, tertiaire. Il n'est pas inutile de rappeler que l'analyse de Fisher avait un objectif précis dans la période de crise où il écrit, qui est en quelque sorte de lutter contre une tendance "réactionnaire" qui voyait dans le retour à des activités agricoles avec ses conséquences, notamment en matière de commerce extérieur, la seule solution pour résoudre les problèmes de l'emploi et notamment de l'emploi industriel. En montrant que l'économie évolue en étapes successives, il voulait essentiellement signifier que la solution se trouvait non dans un retour au passé, mais dans le développement d'une nouvelle étape qui permettrait une nouvelle croissance du revenu par tête. Non seulement chaque étape serait caractérisée par un type d'activité dominante, mais correspondrait aussi à un niveau du revenu national. Ainsi l'évolution de la structure d'activité de l'économie correspondrait à l'amélioration du niveau

de vie de la population et par extension permettrait plus de bien-être.

Cette thèse sera reprise de manière différente dans de nombreux travaux, notamment en France par J. Fourastié et sous l'aspect plus sociologique par A. Touraine (69).

La thèse peut être examinée schématiquement à deux niveaux : d'une part sur la vision d'ensemble de la société qu'elle donne et sur la dynamique d'évolution de cette société, d'autre part sur les arguments analytiques nécessaires à ce modèle. Il est clair que la vision de la société que suppose une telle analyse a un aspect idéologique important, particulièrement clair par exemple dans les "Etapas de la croissance économique" de Rostow, où il s'agit bien de démontrer qu'il n'y a qu'un schéma d'évolution potentiellement satisfaisant et que ce schéma conduit à une amélioration du sort de la plupart. Si le chemin à suivre est clairement précisé, l'analyse par contre indique moins les conditions dans lesquelles s'effectue le passage. Le mouvement apparaît plus comme une donnée " naturelle " qui va de soi que comme le résultat d'un certain nombre de décisions et d'affrontements entre des positions et des intérêts différents.

Au niveau analytique, le schéma suppose plusieurs conditions pour fonctionner ; la première est la validité des lois d'Engel qui suppose que la croissance du revenu donne naissance à une différenciation de la demande allant des biens élémentaires produits par l'agriculture aux biens industriels puis aux services. Derrière ces lois, on suppose plus ou moins explicitement une hiérarchisation assez précise des besoins, impliquant que lorsqu'un besoin est pratiquement satisfait, le consommateur passe au besoin suivant. La théorie de Maslow (54) est l'une des plus élaborées, permettant de montrer que le passage à une société tertiaire s'accompagne en même temps de la satisfaction des besoins supérieurs (besoin d'estime et de réalisation) et permet le développement d'une société moins conflictuelle. Cette première

condition pose quelques questions. Si la hiérarchie des besoins existe, la théorie ne dit pas nécessairement le mode de satisfaction de ces besoins, les besoins sont suffisamment imprécis et généraux pour pouvoir postuler des modes de satisfaction de nature différente. De plus, la théorie des besoins perçue à un niveau individuel et psychologique n'est pas propre à expliquer à elle seule ni la dimension sociale et organisationnelle de la détermination de ces besoins ni celle de leur solution. Enfin, même si les lois d'Engel peuvent être en partie vérifiées, elles n'impliquent pas nécessairement qu'il y ait une croissance de volume de la consommation, notamment si les prix relatifs augmentent plus vite dans le secteur des services. En conséquence, la loi d'Engel ne permet pas de justifier entièrement la montée du tertiaire.

La seconde condition analytique tient à la différenciation des niveaux de productivité et des tendances de productivité entre les différents secteurs. Cette condition est nécessaire pour pouvoir justifier de la croissance relative de l'emploi dans le secteur tertiaire. En effet, même si l'activité s'effectue à volume croissant, cette hypothèse n'est pas à elle seule suffisante pour permettre d'expliquer l'évolution différenciée en matière d'emploi. Dès lors l'hypothèse sous-jacente est celle d'une croissance plus faible de la productivité du travail dans le secteur tertiaire, toute augmentation tend alors à se traduire par une croissance de l'emploi.

La troisième condition analytique, sans doute moins nécessaire, est celle de l'indépendance dans l'évolution des secteurs entre eux. En effet les analyses en termes d'étapes supposent que l'activité passe en quelque sorte d'un secteur à un autre. Or les analyses statistiques, mais aussi descriptives, de l'évolution du tertiaire, montrent l'importance prise par les services dits intégrés au système productif, comme condition du fonctionnement de la production et de la vente (Siniscalco, (80, 85), Kempf (84), notre annexe N° 5). Dans cette

hypothèse, il faut alors reconnaître une certaine complémentarité dans le développement du secteur industriel et du secteur tertiaire.

Enfin la dernière critique qui peut être faite à cette approche est celle de la validité de faire du tertiaire un ensemble homogène, obéissant aux mêmes lois et à la même dynamique. La notion de tertiaire comme résidu de ce qui n'est ni le résultat de la production agricole, ni de la production industrielle, est un "fourre-tout" qui empêche probablement de percevoir les véritables dynamiques. D'où d'ailleurs toutes les recherches de typologies ou de sous-ensembles significatifs permettant de mieux saisir les dynamiques à l'oeuvre.

En conséquence, la théorie de la société post-industrielle basée sur le développement d'un secteur tertiaire au détriment des autres secteurs correspond sans doute à un constat historique de la place prise par les services, mais elle ne semble pas pouvoir expliquer cette mutation.

3.3. LA SOCIÉTÉ INFORMATIONNELLE

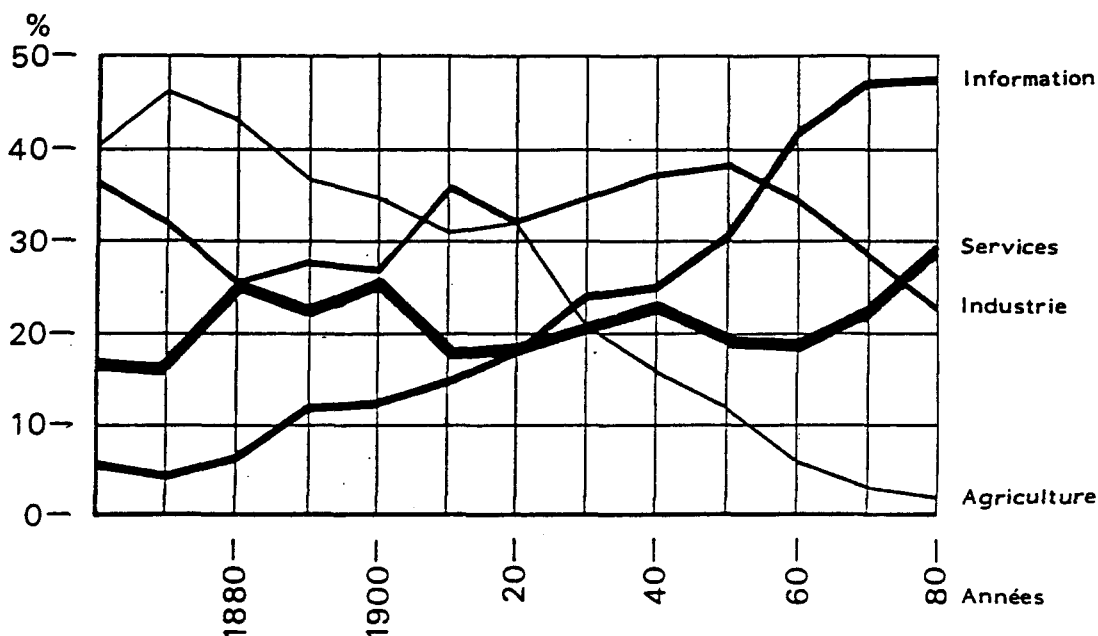
Si la théorie des étapes n'apparaît pas expliquer la raison de la montée du tertiaire, la théorie de la société informationnelle ou de l'économie de l'information va chercher à apporter une réponse beaucoup plus positive à la question de la montée du tertiaire. Dans son ouvrage sur la société post-industrielle, D. Bell (73) introduit l'idée de la société d'information. C'est la thèse de Porat (77) qui peut être regardée comme l'ouvrage qui cherche à fonder théoriquement cette idée. La thèse est aujourd'hui reprise dans de nombreux ouvrages, notamment de vulgarisation de la réflexion sur l'avenir de la société et de l'économie (Toffler 82.83 par exemple).

Nous présenterons brièvement l'essentiel de la thèse de Porat, puis certains développements apportés par J. Voge, avant de nous interroger sur les problèmes posés par une telle approche.

3.3.1. La thèse de M. Porat

La thèse de Porat peut se résumer d'une manière simple par le fait que l'économie est caractérisée actuellement par la place considérable prise par l'économie de l'information. Cette place peut se résumer en trois chiffres : le secteur de l'information représente 46% du PNB américain, 50% des actifs, 53% des revenus salariaux distribués. (cf Tableau 1)

Répartition des effectifs



Source : M.U. Porat, *The Information Economy*, US Department of Commerce, 1977.

La démonstration s'effectue à partir d'hypothèses relativement précises. L'économie de l'information suppose tout d'abord de définir ce que l'on appelle information. Pour Porat l'information ne se présente pas d'abord comme un bien homogène, mais c'est un ensemble d'activités qui ont comme rôle économique de produire, de traiter et de distribuer ce qui est une information. Celle-ci a un intérêt, car il s'agit de données qui ont été collectées, organisées et communiquées. Il y a donc un processus économique spécifique qui en produisant et ordonnant des données crée une valeur économique. En effet, l'hypothèse de Porat est que toute activité économique peut

se caractériser par un double processus intimement lié : celui de la transformation de la matière et de l'énergie et celui de la transformation de l'information. En conséquence, l'économie de l'information ne se résume pas à la place de l'information en bout du processus économique comme bien de consommation finale, utilisé par les ménages (sous cet aspect, l'information est relativement limitée). L'information a une place essentielle dans l'économie, car elle est d'abord un bien intermédiaire utilisé par toutes les entreprises. Dès lors, la mesure de la place de l'information doit s'effectuer à partir d'un tableau input-output, permettant ainsi d'apprécier le rôle de ce bien intermédiaire.

Mais pour faire correctement cette mesure il faut tout d'abord reconnaître qu'il existe un output d'information de deux manières différentes; d'où deux secteurs économiques liés à l'activité d'information. Le secteur primaire de l'information, c'est à dire l'ensemble des industries et des activités qui produisent directement des biens nécessaires à l'information ou des services liés à l'information (industrie de production de connaissance, de la communication, du management du risque, de la coordination et de la recherche, des biens nécessaires au traitement et à la distribution de l'information, des services de l'Etat qui ont un rôle dans l'information ainsi que l'ensemble des industries gérant et fabriquant les infrastructures et bâtiments nécessaires à l'activité de l'information. Le secteur secondaire de l'information ne se voit pas directement par son output, mais il s'agit de l'ensemble des services qui à l'intérieur des entreprises, bien que n'ayant pas un output d'information ont un rôle dans l'information. D'où l'importance dans la thèse d'un examen assez minutieux de certaines activités pour mesurer la présence de ce secteur secondaire. Ainsi, par exemple, dans la banque, environ 80% de l'output peut être considéré comme un produit de l'information. La difficulté est de mesurer la valeur économique

de ce secteur secondaire de l'information. L'auteur propose une mesure dérivée du revenu total et du revenu dégagé du secteur primaire de l'information et du poids des effectifs de l'information dans l'ensemble des actifs.

$$\text{Soit} \quad N_s = (N_t \cdot L_i / L_t - N_p) \lambda$$

où N_s est le revenu du secteur secondaire de l'information

N_p est le revenu du secteur primaire de l'information

N_t le revenu sur l'ensemble de l'économie

L_i est l'ensemble des actifs de l'information (primaire et
secondaire)

L_t est l'ensemble des actifs de l'économie

λ un facteur correcteur

Ceci revient à faire l'hypothèse que pour produire une unité de revenu il est nécessaire d'avoir un coefficient d'information donné; celui-ci se mesure par la répartition des effectifs, entre le secteur de l'information et le total de l'emploi. Ce coefficient d'information peut alors conduire soit à une production dans le secteur primaire soit (c'est alors le résidu) dans le secteur secondaire.

Dès lors, l'auteur peut proposer un tableau d'input-output reproduit à la page suivante.

STRUCTURE DE L'ECONOMIE DE L'INFORMATION

(en M de dollars)

	Consommation intermédiaire			Demande finale	% du PNB
	Primaire	Secondaire	Non information		
Secteur Primaire d'information	69,7	78,9	-	174,5	21,9%
Secteur Secondaire d'information	-	6,16	22,77	27,4	3,4 %
Secteurs autres qu'information	59,5	-	571,5	593,3	74,6%
Valeur ajoutée	199,6	167,8	427,9	795,3	100 %

En %
de valeur ajoutée

25,1%	21,1%	53,8%
-------	-------	-------

46,2 %

Source M. Porat, 1977

The Information Economy - Special Publication - OT.12

Department of Commerce, Vol. 1 & 8

L'analyse historique sur la base d'une telle méthodologie montre alors une croissance forte à la fois des actifs et des revenus liés à l'information. La question qui devient alors essentielle est celle de savoir quel est l'effet ou la productivité de cette économie de l'information. L'auteur distingue trois effets dans la relation entre le système d'information et l'ensemble de l'économie :

- Un effet d'input, où le secteur de l'information est en concurrence avec les autres secteurs pour l'obtention des ressources et notamment pour l'obtention du travail qualifié ou du finan-

cement disponible

- un effet qualitatif sur l'output des autres secteurs : l'information a comme fonction de réduire l'incertitude et doit donc permettre de produire non pas nécessairement plus de biens, mais des biens de meilleure qualité et ceci au moins relativement à la demande
- un effet quantitatif sur l'output des autres secteurs ou de celui qui utilise, dans la mesure où l'information est un input nécessaire à la production

La conclusion de l'auteur est que la croissance de l'économie de l'information ne s'est pas traduite par une croissance proportionnelle de la productivité de l'économie globale. En conséquence, la croissance de l'économie de l'information expliquerait la décroissance des gains de productivité. C'est cette conclusion que J. Voge va chercher à préciser.

3.3.2. Le modèle de Voge : le problème de la productivité globale

Le modèle de Voge part d'un constat similaire à celui de Porat, l'information est un bien de consommation intermédiaire indispensable, au même titre que les matières premières ou l'énergie. On doit donc faire l'hypothèse que la production d'un bien donné nécessitera un certain flux d'information. En conséquence, si l'on considère le système dans sa globalité, on peut donc affirmer que pour produire la valeur ajoutée totale il est à la fois nécessaire d'utiliser du travail d'information et du travail de non-information. Les actifs se divisent donc selon ces deux sous-ensembles. Cette répartition des actifs peut se faire en première approximation avec celle proposée par Wright-Mills (70) entre cols bleus et cols blancs.

La démonstration peut se faire de la manière suivante :

Notation

L	ensemble des actifs
L_i	actifs produisant de l'information
L_p	actifs de la production
Q	Valeur ajoutée totale de l'économie
Q_i	Valeur ajoutée du secteur de l'information
Q_p	Valeur ajoutée du secteur de la production

avec $L = L_i + L_p$ et $Q = Q_i + Q_p$

On peut alors définir :

q	$= Q/L$	Productivité moyenne de l'économie
n_i	$= Q/L_i$	Productivité moyenne du travail de l'information
n_p	$= Q/L_p$	Productivité moyenne du travail de la production
x	$= \frac{L_i}{L}$	Part des actifs de l'information dans le total des actifs
$1-x$	$= \frac{L_p}{L}$	Part des actifs de production dans ce même total
y	$= Q_i/Q$	Part de la valeur ajoutée du secteur de l'information dans la valeur ajoutée totale
$1-y$	$= Q_p/Q$	part de la valeur ajoutée du secteur de la production dans la valeur ajoutée totale
q_i	$= Q_i/L$	Valeur ajoutée du secteur de l'information par travailleur
q_p	$= Q_p/L$	Valeur ajoutée du secteur de la production par travailleur

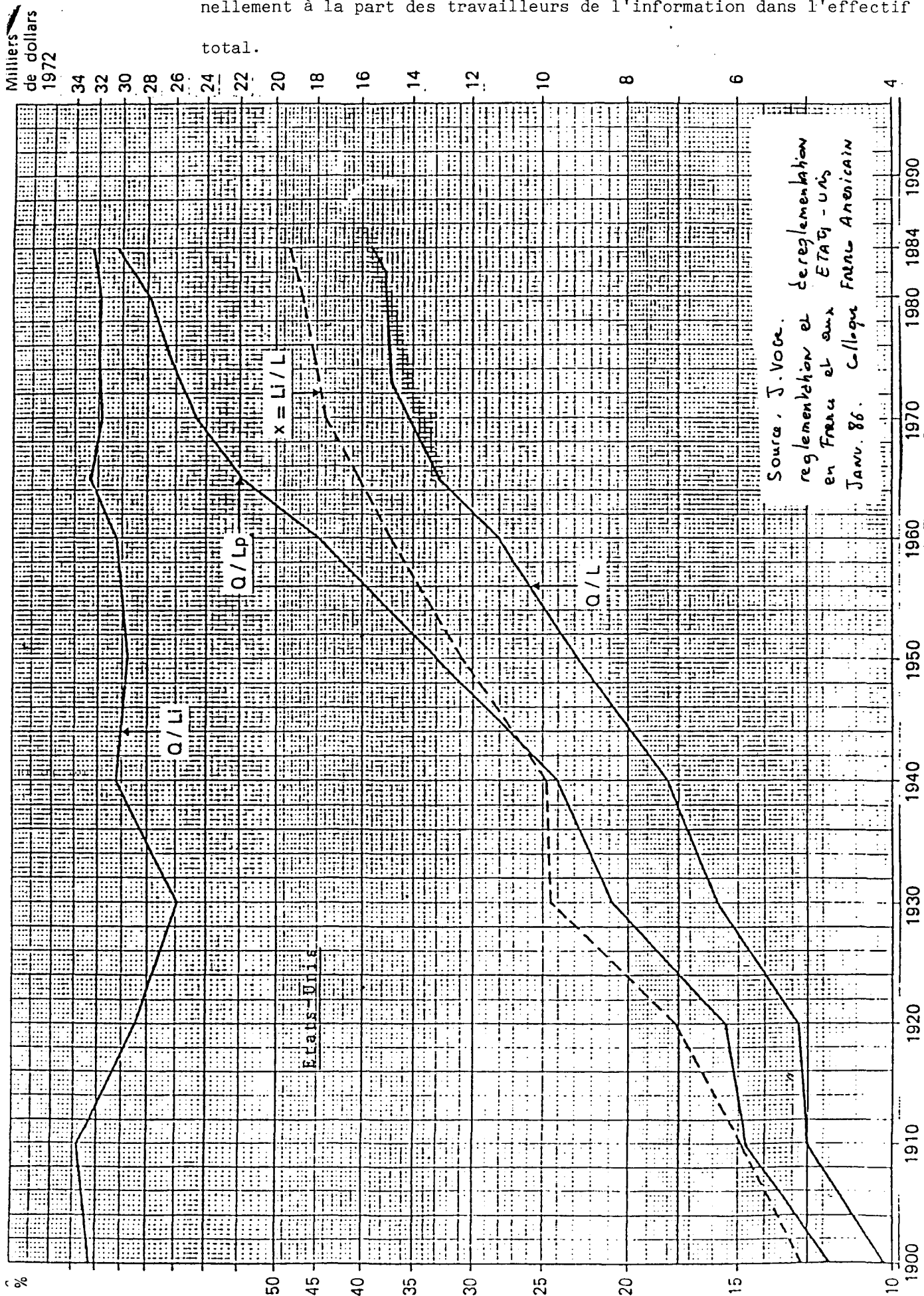
On peut établir les relations suivantes selon les notations :

$$q = \frac{Q}{L_i} \cdot \frac{L_i}{L} = n_i \cdot x \text{ (relation 1)}$$

La productivité moyenne de l'économie dépend de la productivité du travail de l'information et sa part dans l'ensemble du travail. Si la productivité du travail de l'information (n_i) est sensiblement constante, comme c'est à peu près le cas aux USA (1) (cf graphique

(1) (n_i à prix constant varierait entre 32000 et 33000 dollars)

ci-dessous), la productivité moyenne de l'économie varie proportionnellement à la part des travailleurs de l'information dans l'effectif total.



$$np = \frac{Q}{L_p} = \frac{Q}{L_i} \cdot \frac{L_i}{L_p} = n_i \cdot \frac{L_i}{L} \cdot \frac{L}{L_p} = \frac{n_i \cdot x}{1-x}$$

La productivité du travail de production (np) varie alors essentiellement en fonction de $x/1-x$, et donc de la répartition relative entre les deux types de travail.

$$\text{De plus, } q_i = \frac{Q_i}{L} = \frac{Q_i}{Q} \cdot \frac{Q}{L} = y \cdot n_i \cdot x = nixy \quad (\text{relation 2})$$

et si x et y sont à peu près égaux (environ 50% des effectifs et 50% de la valeur ajoutée)

$$q_i = nixy = nix^2$$

$$\text{de même } q_p = \frac{Q_p}{L} = \frac{Q_p \cdot Q}{Q \cdot L} = (1-y) \cdot n_i \cdot x$$

et avec la même égalité

$$q_p = (1-y) n_i \cdot x = nix(1-x)$$

$$\text{ou encore } q_i = nix^2 = nix \cdot \frac{nix}{n_i} = \frac{q^2}{n_i}$$

$$\text{soit } q_i = \frac{q^2}{n_i} \quad (\text{relation 3})$$

Si n_i la productivité du travail de l'information est à peu près constante, la valeur ajoutée par travailleur de l'information croît deux fois plus vite que la valeur ajoutée globale, ce qui permettrait de comprendre l'explosion relative des services dans l'économie américaine. De plus, la valeur ajoutée de la production matérielle (q_p) passe par un maximum ($q_p = nix(1-x)$ pour $x = 0,5$). Ceci permettrait de comprendre les difficultés économiques actuelles.

Dans une telle situation, la productivité globale (Q) est limitée à 16000 dollars ($n_i = 32000$ dollars)

Cette productivité de l'information stable dans le temps et la croissance nécessaire du travail pour produire cette information

conduirait à un processus de blocage de la production, à effectif constant. Seraient alors expliqués à la fois la très forte croissance de la productivité du travail dans la production dans la période passée et le ralentissement, voire la stagnation, de la productivité globale actuelle. Ainsi, la productivité du travail de la production implique une sorte de transfert pour permettre le financement nécessaire du travail d'information.

La solution à terme ne peut alors venir que d'une mutation importante dans la productivité du travail de l'information, mutation qui implique selon l'auteur une réorganisation des processus même de collecte et de circulation de cette information; il s'agit en fait d'une modification structurelle des modes d'organisation de l'ensemble de la société. D'où l'appel à un autre processus d'organisation beaucoup plus proche des modes d'organisation biologiques où l'information est organisée plus selon les modes horizontaux que verticaux, où elle ne fonctionne pas par phénomène de centralisation, mais où sa forme de circulation est celle d'un réseau interactif en étoile qui implique que les choix ne se font plus au sommet mais sont décentralisés à chaque niveau d'organisation.

3.3.3. Problèmes et limites de la théorie

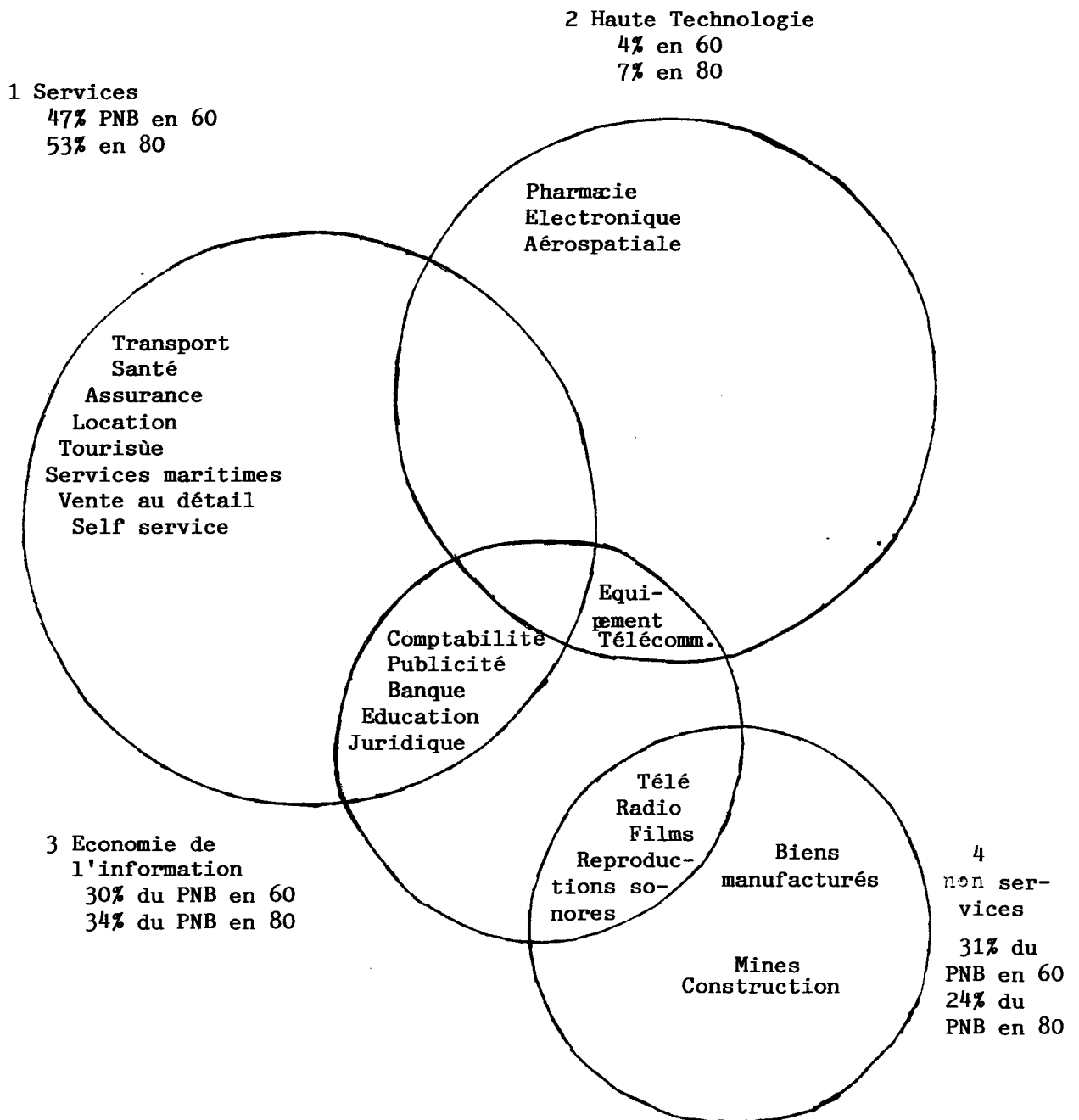
Il faut sans doute d'abord reconnaître le caractère séduisant d'une telle théorie qui, en effet, à partir d'un principe simple, peut à la fois expliquer la croissance forte de la productivité d'après-guerre et la quasi stagnation actuelle. Elle correspond en cela à une perception facile à faire par tout un chacun qui est à la fois la multiplication des informations dans la société et la difficulté d'avoir l'information performante, utile au bon moment et au bon endroit. De plus, elle s'articule bien avec la vision traditionnelle qui fait du seul travail de la production ce qui

fonde la richesse d'une nation, la nécessité d'obtenir de l'information et ceci de manière croissante bloque à terme le processus même de la production de la richesse. De ce point de vue, il y a un écart considérable par rapport à certaines analyses relativement idylliques de la société d'information. Il s'agit certes dans la vision de J.Voge d'une société d'information, mais aussi d'une société bloquée, rejoignant ainsi l'analyse de la bureaucratie de M. Crozier (64).

La difficulté de la théorie est à la fois d'ordre analytique et théorique. La distinction entre le travail d'information et le travail de production de Voge ou entre les secteurs de l'information et de la non-information est une question très difficile à résoudre méthodologiquement. En prenant comme hypothèse, sans doute juste, que dans tout processus de production, il n'y a pas seulement un input de matières premières et d'énergie, mais aussi un input d'information, les auteurs amènent logiquement à concevoir tout travail comme étant un travail à la fois sur la matière ou à propos de la matière et sur l'information. De ce point de vue aucun travail ne peut être exclu comme travail d'information. Les travaux que nous avons fait sur les savoir-faire ont bien montré cette dimension fondamentale (Barcet, 85). La distinction ensuite pour mettre tel type de travail dans une dominante est relativement délicate, et ceci apparaît particulièrement vrai dans des productions qui seront classées dans le domaine de l'information (par exemple la fabrication des microprocesseurs) et qui ont un contenu de " production " extrêmement marqué.

D'un point de vue théorique, il semble que la théorie de l'information fasse un peu rapidement l'addition entre des sous-ensembles qui sont de nature différente. B.Lanvin (86) rappelle, à juste titre, le schéma de sectorisation proposée par Riddle (85) qui montre bien

comment les raisonnements sur la société tertiaire ou sur la société informationnelle mélangent souvent ce qui est strictement du domaine des services, du domaine de l'information, du domaine de la conception et de la production des technologies nouvelles (cf le schéma ci-dessous)



Enfin il serait nécessaire de fonder de manière plus précise l'idée de la nécessité d'une utilisation croissante d'information pour produire une unité de biens.

Si la notion de complexité du système est une réponse, il ne faut pas oublier que la théorie de l'information suppose que l'information est justement ce qui donne de l'ordre au système, c'est à dire ce qui, luttant contre l'entropie de tout système, produit la contretendance à l'entropie croissante du système. N'y a t-il pas une sorte de contradiction à cette approche de postuler que l'information croissante du système conduit à un blocage. Atlan (81) définit justement la complexité comme un désordre, mais "pas n'importe lequel", "désordre apparent d'un ordre que nous ne connaissons pas" (Atlan, pg 157). La seule solution est alors de renvoyer à un processus d'organisation, dès lors c'est moins la croissance de l'information qui expliquerait la tendance actuelle que le mode de fonctionnement social.

3.4.LA THEORIE DU SELF SERVICE

L'analyse de Gershuny (77,78,83) part d'une réfutation des analyses de la société post-industrielle et des différentes analyses qui en sont dérivées. L'intérêt de son analyse est de ne pas limiter l'approche à la simple sphère des échanges marchands, mais d'inclure également la question de la production domestique (production pour soi-même ou production dans un environnement proche sans échange marchand), de l'économie dite informelle (existence d'échange marchand, mais non connu, économie du vol, économie de réseaux). La dynamique de l'évolution apparaît conduite par deux types de mécanismes : l'un de nature strictement économique est l'effet de la croissance du revenu sur la structure de la consommation et de la demande, l'autre de nature économique et sociale est le mouvement de l'innovation qui entraîne

des mutations dans le mode de consommation, le mode de vie, le mode de relation sociale.

La première tendance s'articule directement aux lois d'Engel déjà évoquées. Au fur et à mesure que le revenu croît, il y a un déplacement de la consommation des ménages vers de nouveaux biens et surtout vers des services. Ainsi les dépenses alimentaires, les dépenses d'habillement et de logement dans une moindre mesure, tendent à baisser relativement dans l'utilisation du revenu. Cette baisse relative laisse la place à des dépenses nouvelles comme le loisir ou le transport. De même les services publics les plus " essentiels " tendent à baisser relativement au profit d'autres services publics comme la santé et l'enseignement.

Mais l'analyse ne peut rester à cet aspect, il est aussi nécessaire d'examiner la structure de la dépense pour chaque fonction de consommation finale. En effet la fonction de consommation finale ne se satisfait pas d'une seule manière ; il y a en fait plusieurs solutions possibles impliquant une utilisation plus ou moins forte d'une consommation de biens, d'une consommation de services, d'une autoproduction de biens ou de services, d'une relation non formelle ou non connue pour satisfaire cette fonction. Autrement dit, l'analyse de la consommation d'un ménage doit se comprendre à partir d'une fonction relativement générale et chercher à préciser comment évoluent dans le temps les modes de satisfaction de cette fonction.

Le tableau de la page suivante montre comment 10 fonctions élémentaires peuvent être satisfaites soit à partir d'une consommation de biens, soit d'une utilisation de services marchands, soit de services non marchands. Si l'effet de croissance du revenu peut s'interpréter comme la possibilité d'un développement de nouvelles fonctions de consommation, diminution relative de A,B,C, et augmentation relative de D,F,G, ceci n'impliquerait donc pas nécessairement une croissance

de l'utilisation de services marchands ou non marchands. En effet, la croissance du revenu a des effets contradictoires. Si elle permet bien la satisfaction de nouvelles fonctions de consommation, elle conduit aussi à une augmentation du prix relatif des services ; la raison est simple, elle tient au fait que les services sont essentiellement le produit d'un travail humain et que la croissance des revenus dans la société aura nécessairement un effet sur la croissance des salaires dans la production des services, renchérissant ceux-ci relativement aux biens. La condition d'une telle évolution est que la productivité dans les services a une évolution plus faible que dans les biens. Dans ce cas, la croissance des salaires aura des effets différents en termes de prix pour les biens et les services.

Classement par «fonction»	Classement par «produit»		
Fonctions fournies surtout par les ménages	Produits de base et manufacturés (a)	Services marchands (a)	Services non marchands (b)
A. Produits alimentaires, boissons et tabac	Produits alimentaires, boissons et tabac (D1)	—	—
B. Logement, articles d'habillement	Loyer, chauffage et éclairages, articles d'habillement et chaussures (D2, D3)	Soins et effets personnels (D81)	Logement et développement collectif (égouts, etc.) (G6)
C. Fonctions domestiques	Meubles et autres articles d'ameublement, appareils, ustensiles de ménage et réparations (D41 à D44)	Entretien courant de l'habitation et services domestiques (D45, D46)	Sécurité sociale et œuvres sociales (G5)
D. Loisirs	Appareils et accessoires, y compris réparations, livres, etc. (D71, D73)	Loisirs, spectacles et culture, hôtel, restaurants, cafés etc., voyages touristiques tout compris (D72, D83, D84)	Services de loisirs, culturels et religieux (G7)
E. Transports, communications	Achats de véhicules et dépenses d'utilisation (D61, D62)	Achats de services de transports et communications (D63, D64)	Routes, voies navigables, communications et crédits de gestion de ces services (G85, G86, G87)
Fonctions fournies principalement par les pouvoirs publics	Produits de base et manufacturés (a)	Services marchands (a)	Services non marchands (b)
F. Enseignement	—	Enseignement payant (D74)	Enseignement gratuit (G3)
G. Services médicaux	Médicaments et autres produits pharmaceutiques, appareils thérapeutiques (D51, D52)	Services médicaux payants, cotisations d'assurance-maladie (D53, D54, D55)	Services publics de santé (G4)
H. Autres fonctions des administrations publiques	—	—	Services généraux des administrations publiques et services économiques, sauf le transport et les communications (G1, G81 à G84, G88)
I. Défense	—	—	Défense nationale (G2)
J. Fonctions n.d.a.	Autres articles n.d.a. (D82)	Services n.d.a. (D85, D86)	Autres services publics n.d.a. (G9)

— Consommation finale des ménages et des administrations publiques par fonction et par type de produits

source :

L'innovation sociale

J.I. Gershuny

dans " Futuribles "

Fevrier 1986

Notes: a) SEC Classification et codification des fonctions de consommation finale des ménages. Version anglaise: ESA, 1979, tableau 7 (repris du tableau 6.1. SCN, Nations Unies, New York, 1968)
b) SEC Classification et codification des fonctions de consommation des administrations publiques. Version anglaise: ESA, 1979, tableau 8 (repris du tableau 5.3. SCN, New York, 1968)
Les références entre parenthèses renvoient aux classifications du Système européen des Comptes économiques intégrés (SEC).

Pour satisfaire ses besoins, le ménage tendra à avoir recours à l'achat de biens qui lui permettront de produire lui-même le service, moyennant son propre travail gratuit, ou le recours à un travail de voisinage, coûtant d'une manière ou d'une autre, moins cher que le travail dans l'économie officielle. En conséquence, l'évolution de la consommation des ménages ne conduit pas nécessairement à une croissance des services, mais plutôt au développement d'une part de certains biens, biens d'équipement ménager, biens intermédiaires pour un ménage et d'autre part de l'autoproduction de service. Une telle évolution n'est pas seulement le résultat d'un effet de prix relatif, elle implique également l'examen des modes de vie sociaux et notamment l'analyse des budgets temps de chaque ménage ou individu et donc aussi l'évolution de la durée du travail. Cette dimension sociale implique aussi que les modes de relation que les individus nouent entre eux (association, réseaux, etc.) permettent de satisfaire leur besoin dans un autre contexte que la simple économie marchande.

L'analyse d'une telle évolution de l'économie du self-service et non de l'économie de la production marchande de service, telle que le postulait la théorie de la société post-industrielle, pose toutefois la question de la croissance de l'emploi dans le secteur des services. L'analyse de Gershuny conduit à deux réponses : l'une concerne la différence de gain de productivité, conduisant à une croissance relative plus forte de l'emploi dans les services, l'autre au développement des services liés à l'activité économique.

Une telle approche, intéressante par la problématique très large qu'elle implique, apparaît poser deux types de questions. On peut en effet se demander quelle période historique elle concerne. Le mouvement du développement du self-service apparaît dominer la période de forte croissance, basée sur le développement du Fordisme et impliquant un mode de consommation basé effectivement sur l'achat de biens d'équipements durables, bases de la possibilité du self-service. On

peut se demander si ce mode de consommation n'a pas atteint une sorte de saturation et l'on ne voit pas très bien comment aujourd'hui il peut encore se développer. Dans un article de février 86, Gershuny fait appel à de nouvelles innovations sociales dans les modes de consommation : contrôle et commande automatiques pour la réalisation de fonctions domestiques (chauffage, éclairage, sécurité), accès par de nouveaux équipements à des loisirs nouveaux (cinéma, télévision, théâtre par câbles ou satellites), mouvement nouveau de relations financières, enseignement sur la base de logiciels, soins à domicile. Dès lors le produit qui serait la base essentielle d'un développement nouveau d'un self service serait alors les équipements informatiques individuels, les réseaux de télécommunication et les logiciels d'utilisation. La question que nous paraît poser une telle perspective est de savoir si nous avons là la base d'un véritable développement d'un nouveau mode de consommation.

La question mérite le débat, notamment si l'on cherche à apprécier l'effet en terme d'emplois. Même si un tel mode de consommation, plus individualisé, plus encore à domicile, implique bien un développement de l'achat de biens et de l'utilisation d'équipements, il ne s'ensuit pas nécessairement que la " destruction d'emplois dans les services anciens (enseignement, santé) " sera compensée par la création d'emplois dans la production de ces biens, étant donné les gains de productivité dans cette production. Il nous semble que le développement du mode de consommation Fordiste d'après guerre a effectivement conduit à un véritable développement en " volume " de la consommation. Le nouveau développement évoqué n'est pas évident aujourd'hui, il y a un aspect de " gadgetisation " dans le développement actuel de biens et équipements liés à l'électronique pour les ménages, gadgetisation dans le sens où l'on ne voit pas clairement quel développement véritable de la consommation des ménages de tels biens permettent. Mais cette

vision est peut être fortement influencée par la situation de crise économique actuelle et par le blocage des revenus, Une nouvelle croissance des revenus pouvant alors conduire à une " explosion " de capacité de consommation. Toutefois un argument nous paraît aller dans le sens de l'analyse de Gershuny, bien que celui-ci ne l'utilise pas; il s'agit de ce que nous appellerons la condition d'offre. La question est de savoir si du côté de l'offre il y a une solution qui apparaît plus profitable. De ce point de vue, la réponse apparaît particulièrement claire. Le système capitaliste a développé un mode d'accumulation qui a conduit à la mise en place de capacité de production de biens d'équipements. Une telle logique n'est pas fortuite. Elle s'articule selon nous à deux aspects fondamentaux. Le capital n'est pas seulement une somme d'argent, il tend aussi à se matérialiser dans des biens, dans des équipements permettant de créer les unités de production. Cette création de biens d'équipement nécessitent toutefois des dépenses de recherche et de mises au point considérables, posant des problèmes de rentabilisation. Dès lors une possibilité de rentabiliser ces recherches est de généraliser l'utilisation de ces biens capitaux à des consommations de ménages. Il ne faut pas oublier que les biens d'équipements ménagers ou l'automobile qui ont été la base du mode de consommation Fordiste d'après guerre n'ont pas au départ été créés pour satisfaire la consommation des ménages ou résoudre les problèmes de la ménagère. Ils ont d'abord été des machines à produire ou des biens de luxe ou encore des biens militaires. Ce n'est que dans un deuxième temps qu'ils sont devenus des biens d'équipements ménagers, permettant de rentabiliser sur une autre échelle les dépenses d'investissements et de recherches qui avaient été faites. La seconde raison de l'argumentation tient à la notion de marchandise au sens strict que nous avons développée plus haut. La marchandise, par sa condition d'appropriation individuelle et par

l'engagement ponctuel et reproductible qu'elle implique, apparaît beaucoup plus capable de provoquer une " explosion " en volume de la consommation et est donc par là porteuse d'une extension plus forte des débouchés sous un aspect purement quantitatif. Ceci apparaît être porteur d'une capacité plus forte de rentabilisation si du moins on accepte l'hypothèse que la rentabilisation est plus facile à obtenir avec une production de marchandises aliénables. Il nous semble ainsi que l'examen de la dynamique du côté de l'offre amènerait à renforcer l'hypothèse de Gershuny sur une extension des biens et des équipements, condition d'un développement d'un nouveau mode de consommation où le self-service aurait de nouveau un rôle à jouer.

La seconde question que pose l'analyse de Gershuny est de savoir quelle est son extension. Autrement dit, si elle apparaît avoir une certaine validité, elle ne concerne en fait que certains types de services, ceux qui font directement partie de la consommation finale. Or ceux-ci ne sont pas les plus nombreux. L'essentiel du développement des services ne s'est pas fait sur la base de la consommation finale, il s'agit au contraire du développement de ce que certains ont appelé les services d'intégration aussi bien aux entreprises et pour les entreprises que pour accompagner la consommation et l'utilisation des biens.

L'analyse de Gershuny conduit enfin à une forme de politique économique tout à fait précise, si l'on veut développer l'emploi dans les services. Le frein est en effet selon Gershuny d'abord du côté de l'évolution du prix des services, liée elle-même à l'évolution des salaires et de leur mode de fixation. Dès lors toute politique qui conduirait à rendre les salaires tout à fait flexibles dans l'économie apparaîtrait alors conduire à la possibilité de développer par une baisse de prix relatif de nouveaux services ou simplement à retrouver des services anciens que la hausse des salaires avaient éli-

minés. Dès lors, dans une telle politique, le secteur des services redevient le secteur social de la précarité et des bas salaires, mais cette flexibilité à la baisse du salaire serait alors la condition d'une diminution du chômage. Si une telle politique peut avoir effectivement un impact, comme en témoigne semble-t-il certaine évolution de l'emploi dans les services aux USA (Noyelle, 85), elle ne permet pas de comprendre l'évolution de tous les services.

Il faut sans doute ajouter que la condition n'est pas simplement celle d'une diminution et d'une flexibilité des salaires, elle est aussi celle d'une forte différenciation dans la hiérarchie des revenus et d'une accentuation de ces écarts de revenus, selon le paradoxe que rappelle Sauvy : pour créer des emplois dans les services, il ne faut pas donner de l'argent aux pauvres, mais aux riches. En effet, la société où ce type de services " domestiques " est le plus répandu est celle où le partage du revenu national est le plus inégalitaire.

3.5.LA THEORIE DE LA CROISSANCE LENTE

Si les analyses précédentes cherchaient à expliquer la place de la montée des services, les analyses que nous allons maintenant évoquer s'intéressent plutôt à ce qui fait la dynamique économique. L'une est caractérisée par le thème de la désindustrialisation, l'autre s'interroge sur la possibilité d'un mode d'accumulation caractérisé par une croissance ralentie.

3.5.1.La désindustrialisation

Une première approche s'intéresse à la crise économique actuelle et développe comme causalité l'impossibilité de l'industrie des pays développés à résister aux conditions nouvelles de concurrence qui sont faites par les pays nouvellement industrialisés ou par des pays industrialisés bénéficiant d'avantages spécifiques (taux de change ou productivité exceptionnelle de la main d'oeuvre). Dès lors l'économie serait soumise à une mutation structurelle, notamment

en termes d'emplois, qui ne serait pas l'effet d'une croissance du secteur tertiaire, mais essentiellement l'effet d'une perte dans le secteur secondaire (Blackaby 78). La traduction de cette désindustrialisation se remarque immédiatement dans les statistiques sur l'emploi et dans la répartition de l'emploi, sans que la demande globale se soit modifiée et sans que la structure de dépense des revenus ait profondément changé. Il y a simplement une résistance faible de l'industrie nationale et une croissance du taux d'importation pour les biens. D'une certaine manière le développement relatif des services n'est possible que parce que ceux-ci, en raison de leur nature, résistent mieux à la concurrence internationale, ou simplement parce que techniquement la production de certains services ne peut exister que là où est la demande. Si cette approche peut en partie être vérifiée, elle ne permet pas à elle seule de justifier l'intégralité de la croissance des services et de l'emploi des services dans l'économie. Il reste toutefois que la relative désindustrialisation de certains pays (de certaines régions) a bien un effet sur la croissance économique globale, dans la mesure où dans le passé certaines de ces activités industrielles avaient un rôle moteur dans cette croissance.

3.5.2. Un mode d'accumulation basée sur les services ?

La seconde approche que nous évoquerons pose directement la question de savoir s'il est possible de concevoir un mode d'accumulation qui aurait comme base un développement des services. Autrement dit, elle cherche à savoir si les services peuvent avoir un rôle autonome, capable d'entraîner à leur suite l'ensemble de l'économie. Cette question est tout à fait importante, dans une situation de crise économique où, au moins dans une large mesure, le secteur industriel semble voir son rôle dynamique remis en cause. L'analyse

la plus représentative de cette question nous paraît être le livre de P. Petit (86).

L'auteur s'inscrit dans le courant français de la régulation, il cherche alors à s'interroger sur la capacité des services à créer une possibilité de croissance forte. L'activité économique apparaît obéir à deux principes fondamentaux, l'un formulé par Smith reposant sur l'idée que c'est l'extension des marchés qui est la base de la division du travail, celle-ci sera d'autant plus développée que l'extension des marchés sera grande. La question qui se pose alors est de savoir dans quelle mesure il y a une extension des marchés possibles à partir des services.

L'autre principe est directement inspiré de Durkheim et implique que la division du travail cherche à assurer au sein de la société une solidarité croissante, cette solidarité croissante passera par l'institutionnalisation des rapports sociaux, ceci pour permettre une meilleure efficacité de la division du travail, la lutte sociale dans cette division et l'inégalité qu'elle entraîne étant conçus par Durkheim comme un facteur d'inefficacité. Ce deuxième principe est aussi fondamental que le premier, car il permet de s'interroger sur la forme prise par la division du travail et ceci a directement un effet sur l'analyse des services. D'où la thèse centrale de la théorie de la régulation qui cherche à montrer comment s'articulent les conditions d'offre et de demande, la forme prise par le rapport salarial étant l'élément central de cette régulation (Boyer 86/1).

Dès lors, l'analyse va chercher à spécifier, à partir d'une analyse des services, la dynamique d'évolution possible. Pour l'essentiel la thèse de l'auteur est de refuser aux services la place de secteur moteur et donc leur possibilité d'engendrer un développement économique autonome. La raison est à la fois théorique et analytique à partir d'un examen attentif des différentes composantes de la

demande de services. L'approche théorique s'inspire directement de l'analyse de Smith, reprise par Young (28), impliquant que la condition même du rôle moteur d'un secteur économique est basé sur sa capacité à dégager des gains de productivité et donc d'avoir des effets de rendements croissants sur l'ensemble du système, ces rendements croissants pouvant à la fois permettre une nouvelle extension du marché du bien produit par le secteur, mais aussi, et c'est en cela qu'il a un rôle moteur, permettre d'accroître la demande adressée par ce secteur à d'autres. C'est donc l'effet essentiel que semble avoir eu l'industrie dans la phase de croissance d'après-guerre. Autrement dit, si le secteur industriel a eu un rôle moteur, c'est par sa capacité interne à développer des rendements croissants et sa capacité à transférer ces rendements dans une dynamique vers les autres secteurs. L'analyse des conditions des différentes composantes de la demande de services : demande intermédiaire, demande finale, demande externe, amène à un jugement assez pessimiste sur la possibilité des services d'être la base d'une dynamique propre. En effet, P. Petit fait remarquer combien la croissance des services est essentiellement une croissance des services qualifiés d'une manière générale d'intégration, autrement dit des services dépendants de la demande des entreprises ou des services aux consommateurs concernant non directement une fonction de consommation, mais étant nécessaire à la réalisation de cette fonction (transport de biens, réparation, service après vente, etc ...). Restent alors trois sous-ensembles de services :

- les services publics comme l'enseignement ou la santé, dont la dynamique est d'une certaine manière plus autonome, ils dépendent dans une large mesure d'une " approche volontariste " de l'Etat, la limite étant dans ce domaine celle de la remise en cause de l'intervention de l'Etat et du poids croissant des prélèvements dans

une période de stagnation du revenu national. Ils apparaissent donc difficilement, dans la situation sociale actuelle, devenir la base d'une dynamique autonome.

- les services de consommation finale au ménage, ces services apparaissent quantitativement relativement peu nombreux ; ce sont essentiellement des services sur la personne. Pour cet ensemble l'analyse de Gershuny que nous avons évoquée plus haut apparaît relativement solide, ces services auraient un " inconvénient " majeur d'être essentiellement le produit du travail et donc dans le mode de fixation des salaires actuels d'être d'un coût relativement élevé.

- Reste enfin un troisième type de service qui serait les services exportés. L'examen de leur situation est en effet tout à fait importante puisque, s'il y a effectivement possibilité de trouver pour les nations industrialisées un débouché pour leurs services, il y a alors possibilité de lever la contrainte essentielle qui pèse sur la plupart de ces pays, contrainte qui est le déficit de leur balance des paiements. Dans ce domaine les perspectives apparaissent aussi relativement réduites pour trois raisons. La première est que la plupart de ces services ne peut se développer que dans des relations avec des biens, nous retrouvons donc la condition d'intégration évoquée plus haut. La seconde tient au fait que dans certains types de services (les assurances par exemple) les positions acquises sur les marchés internationaux sont relativement difficiles à remettre en cause. Le troisième argument tient au développement des voies réglementaires cherchant à protéger pour des raisons stratégiques les possibilités d'entrée des entreprises étrangères.

Le secteur des services apparaît comme relativement protégé et, si les discussions au sein du GATT pour lever les barrières protectionnistes dans ce domaine aboutissent à une meilleure possibilité d'exporter certains services, il ne faut sans doute pas s'at-

tendre à une explosion des services exportés (Kempf 85). Tous les services ne sont pas concernés de la même manière. Certains resteront sans doute toujours produits nationalement, notamment ceux pour lesquels la dimension culturelle est importante (publicité conseil, formation, enseignement). La possibilité de substituer un produit étranger à un produit interne est sans doute beaucoup moins forte dans l'économie des services que dans l'économie des biens.

Enfin la diminution des barrières protectionnistes est dans certains cas une pression des USA pour obtenir des négociations qui ne concernent pas seulement et d'abord les services.

La conséquence de l'analyse est qu'à partir du principe de Smith, il apparaît relativement difficile de postuler une possibilité forte d'une croissance autonome des marchés des services, croissance permettant d'engendrer une nouvelle croissance de l'économie globale. Dès lors, si les secteurs moteurs traditionnels, l'industrie, sont soumis à une concurrence de plus en plus forte, si de plus cette concurrence conduit à des déficits de la balance des paiements interdisant par là des politiques autonomes de relance de la demande, si de plus, les gains de productivité industriels sont en ralentissement, il faut alors reconnaître qu'il risque de se mettre en place un régime de croissance ralentie que le secteur tertiaire serait lui-même incapable de modifier. Les vieilles nations industrialisées sont alors condamnées à une croissance lente.

Toutefois la forme précise de ce régime de croissance ne se déterminera qu'à partir des choix qui seront faits sur le second principe hérité de Durkheim et qui pose la question des formes précises prises par la division du travail, les formes d'institutionnalisation des rapports sociaux et la forme de la régulation. Si la situation d'après guerre apparaît bien relever d'un mode de régu-

lation relativement précis, le mode de régulation monopoliste (Boyer 79), la période actuelle, notamment en raison de l'ouverture des frontières, met en confrontation à la fois des modes de régulation différents et des spécificités nationales du mode de régulation des économies développées (Boyer 86). Elle représente alors une relative indétermination des formes de travail et des modes de fixation des revenus, ce qui implique des places relativement différentes aux services et à la rémunération du travail dans les services. Une flexibilité plus grande des salaires et des conditions sociales de l'emploi peut alors conduire à un certain développement des activités de services (l'exemple en partie des USA), mais aussi conduit à une accentuation potentielle des conflits sociaux, ce qui peut avoir des effets négatifs à la fois sur la productivité et la compétitivité. Si la phase actuelle est une phase de mutation, le nouveau régime d'accumulation avec une croissance lente n'a pas encore véritablement trouvé l'ensemble de ses caractéristiques.

3.5.3. Intérêt et problèmes de cette analyse

L'analyse de P. Petit nous paraît une des plus précises et des plus exhaustives sur la place des services dans la dynamique de la croissance économique. Elle permet à la fois de comprendre l'importance prise par les services, en liaison essentiellement avec la dynamique économique globale et les différenciations qui peuvent apparaître entre les différentes nations.

La question essentielle qui alors se pose est double. Si effectivement la montée des services ne peut véritablement se comprendre qu'à partir de la notion d'intégration et si la problématique n'est pas d'opposer, comme le fait la théorie de la société post-industrielle, les biens aux services ou vice-versa, mais au contraire de montrer les relations qui se nouent entre eux, il reste deux questions analytiques pour fonder entièrement la thèse. La première

est de savoir si les services, ou au moins certains types de services, ne peuvent pas bénéficier de phénomènes d'économies d'échelle, semblables à ce qui a pu se passer dans le domaine des biens. Autrement dit, est-il possible d'obtenir un processus d'industrialisation des services, de manière à ce que l'effet de Smith puisse alors jouer. La question est d'ailleurs double : y a-t-il possibilité d'un processus d'industrialisation, les phénomènes d'économie d'échelle passent-ils par les mêmes mécanismes ? La seconde condition analytique est plus secondaire, elle a néanmoins son importance pour connaître la place effective des services. Cette condition est celle de savoir si la production d'une unité se fait avec un appel constant ou croissant aux services. Autrement dit, la condition analytique est de savoir s'il existe une tendance précise à la propension aux services. Si l'intégration des services est bien la condition première de compréhension de la place des services, la valeur de cette propension et les tendances de son évolution sont des données fondamentales pour anticiper l'évolution de la structure de production.

3.6. CONCLUSION

Il nous semble que les analyses de la place des services dans le système productif ont fait des progrès décisifs de manière partielle avec la théorie de Gershuny, de manière plus globale avec l'approche de P. Petit.

Dans tous les cas la problématique reste néanmoins encore relativement marquée par une problématique d'opposition biens et services et/ou d'opposition d'un secteur des biens et d'un secteur des services. Cette problématique nous apparaît en quelque sorte un peu secondaire, elle est, nous semble-t-il, le résultat d'une définition trop négative du service, comme non-bien. L'enjeu, pourrait-on dire, n'est pas de

comprendre les services, mais de comprendre ce que le service change fondamentalement dans la vision que nous pouvons avoir de l'économie. C'est à cette question que seront consacrés les chapitres suivants.